

# Simultanéité de l'autre

Autor(en): **Signer, Ginerva**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **79 (1987)**

Heft 2

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386273>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Simultanéité de l'autre

par Ginevra Signer

Titre d'une exposition au Musée d'art de Berne, possibilité offerte de percevoir l'autre au travers d'au moins trois de nos sens. Dans une des salles pratiquement obscure au premier abord, l'odorat précède même la vue, le temps que l'œil découvre après quelques minutes d'accoutumance, les autres présences dans la pénombre.

*Simultanéité de l'autre.* En Afrique du Sud, en Uruguay et au Nicaragua, la vie quotidienne est exemplaire de la vie que mènent des milliards de femmes, d'hommes et d'enfants dans le tiers monde. Or la simultanéité c'est précisément ce qui nous lie au sort de ces milliards d'êtres humains: nous vivons en même temps sur la même terre. Ce hasard à lui seul fait de nous des compagnons.

Le Nicaragua, pays libéré, mais très pauvre, aux prises avec une guerre économique et militaire; l'Uruguay qui connut autrefois l'abondance, mais à qui onze ans de dictature ont imposé un recul de plusieurs décennies. L'Afrique du Sud, hautement industrialisée où ceux qui fabriquent les richesses ne jouissent d'aucun droit; où chacun des 30 articles de la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'homme est violé.

Guerre, absence de droits élémentaires, pauvreté, faim, torture, répression: ces mots peuvent-ils éveiller en nous, citoyens de l'abondance, l'ombre d'une résonance concrète? «A chacun ses problèmes», «Ils feraient mieux de travailler» sont en général les réactions de tout un chacun; le temps de hausser les épaules, et on passe aux choses «sérieuses». Mais voilà, il y a la simultanéité.

*La simultanéité de l'autre* n'est pas perceptible dans les comptes-rendus boursiers ou les rapports «objectifs» sur les violations des droits de l'homme. Mais dans le vécu.

Une famille paysanne, au Nicaragua en guerre. Ils sont sept en famille à travailler aux champs. Des réserves? Il n'y en a pas. On dépend donc de la prochaine récolte de maïs et de haricots. D'abord pour que la famille ait de quoi se nourrir. Ensuite pour acheter d'autres vivres, des vêtements. Et de calculer, le soir devant la maison, quel pourrait être le produit de la vente. En une nuit, c'en est fait des calculs. Des mercenaires attaquent le village et lorsque les troupes meurtrières tournent les talons, la maison de la famille est dévastée, la vaisselle et le mobilier rudimentaires brisés, les champs brûlés, le système d'irrigation détruit, le travail d'une année entière réduit à néant. La famille peut s'estimer heureuse de ne compter aucun mort.

Montevideo, capitale moderne de l'Uruguay. Une enseignante vit depuis des années dans un deux pièces de 45 m<sup>2</sup> avec son mari, sa fille et ses beaux-parents. Ils ont beau travailler tous les deux, elle et son mari: leur revenu diminue chaque année. Et il faut entretenir les parents qui touchent une retraite dérisoire!

Cette femme est au bout de ce qu'elle peut supporter: absence d'intimité, conflits chuchotés, peur d'attendre un second enfant; gêne aussi d'aider si mal les grands-parents, de ne pas pouvoir offrir au moins davantage d'espace à sa fille adolescente.

A quoi pensons-nous devant les krügerrands exposés à la vitrine d'une banque? Ou en lisant que la Suisse est la place financière déterminante pour l'Afrique du Sud? Sûrement pas que 90% de l'or sud-africain est extrait dans des boyaux de mine qui font moins d'un mètre de hauteur! Qui voudrait travailler dans de telles conditions? Pensons-nous au taux de mortalité exceptionnellement haut des mineurs, à l'étayage insuffisant des galeries, aux effondrements, aux chutes de pierre, aux inondations, aux systèmes d'alarme insuffisants ou défectueux lors des coups de grisou? Si au moins le salaire tenait compte de cette peur aux tripes constante et des affaires juteuses du marché de l'or! Bien au contraire, les mineurs sont les plus mal payés des travailleurs sud-africains. Après les heures de travail, on les soumet à des fouilles corporelles indignes – s'il manquait un milligramme d'or... – puis on les parque dans des camps propriétés de la mine. Sous étroite surveillance tant qu'ils sont aptes à travailler, les mineurs ont toutes les peines du monde à faire valoir leurs droits lorsque leurs poumons encrassés de poussière en font des invalides. A ce moment-là, la seule idée des employeurs, c'est de les renvoyer sans indemnité dans les homelands ou dans leur pays d'origine, car beaucoup de mineurs ont été recrutés dans des pays voisins de l'Afrique du Sud.

*Simultanéité de l'autre*: il ne s'agit pas de matière inerte mais de femmes, d'enfants, d'hommes bien vivants qui, eux aussi, souhaitent vivre en paix, manger à leur faim, que soit reconnu leur droit à la dignité humaine et à l'individualité.

Les textes de cette Revue syndicale se font les porte-voix de centaines de milliers de syndicalistes de par le monde qui mettent leur emploi en jeu, si ce n'est leur vie, pour obtenir des conditions de vie et de travail dignes.

*Simultanéité de l'autre*: si l'entité «tiers monde» nous cache les hommes du tiers monde, ces derniers eux aussi ont de la peine à distinguer des individus derrière le concept «pays industrialisés», à ne pas nous mettre dans le même panier, par exemple, que N. Senn, directeur de l'UBS. Lui qui nous outrage tous lorsqu'il dit «One man – one vote, il ne s'agit pas là à mes yeux d'un principe sacro-saint, je n'en fais pas une guerre de religion» (cf. article de M. Mugglin «Suisse–Afrique du Sud»). Un homme, une voix, ce n'est pas une affaire de religion, mais un droit de l'homme. Ce droit devrait être acquis à chaque adulte, indépendamment de l'ethnie,

du sexe, de la formation, de la culture, des convictions politiques ou religieuses, de la provenance sociale.

Choquant et révoltant aussi qu'un membre de la direction de Holderbank se déclare «pour l'instant» encore favorable au maintien de l'apartheid, un système politique qui chaque jour prive nos collègues sud-africains de leurs droits les plus élémentaires.

Qui sont-ils, ces hommes et ces femmes syndicalistes comme nous? Cheminots, métallos, travailleurs de la chimie, du textile, médecins, avocats, mineurs, paysans sans terre, journalistes, enseignants, personnel de maison, de vente, nettoyeurs, imprimeurs: tout le spectre des professions que nous exerçons, ici aussi.

C'est à nous de leur montrer qu'ils ne doivent pas nous mettre dans le même panier que la Suisse, puissance économique. A nous de prouver à nos camarades syndicalistes du tiers monde que la simultanéité ne se limite pas à une coïncidence temporelle; à nous de faire apparaître d'autres convergences que celles proclamées par la Suisse, puissance industrielle et financière. Par exemple en isolant l'Afrique du Sud par des boycotts. En défendant le Nicaragua face à tous ceux qui veulent le priver d'aide au développement. En soutenant en Amérique du Sud ceux qui s'engagent pour de véritables démocraties, sans amnistie pour les bourreaux. L'appui que fournissent les informations est une aide précieuse. Ce numéro de la Revue syndicale suisse en apporte.